Cahiers de doléances

Paris Centre (arrondissements 1-2-3-4)

Collectif Paris centre : LDH-Attac

Paris Centre *(1/2)*

Au cœur des arts et de la culture

Regroupement administratif, budgétaire et électoral des 4 premiers arrondissements en 2017 *(opérationnel le 11/07/2020)*

- Cohérence urbaine héritée de l'histoire de Paris et de son urbanisation
- Concentration d'activités économiques, touristiques et commerciales
- Forte densité d'emplois, forte pression sur l'espace public, peu d'espaces végétalisés

Une économie de services hauts de gamme (luxe, finance, art, tourisme)

- 1er: Louvre, Palais Royal, Sainte Chapelle, Tuileries, Île de la Cité, Les Halles
- 2ème : Passages couverts, Bourse, BNF Richelieu
- 3ème et 4ème : Le Marais et ses hôtels particuliers, galeries d'art, musées, Carreau du Temple…

Joyau touristique et moteur économique

Paris Centre *(2/2)*

Les plus petits arrondissements de Paris, les moins peuplés et les plus aisés

- **Ses résidents :** 4,5 % de la population de Paris, en légère baisse après une hausse continue de 1968 à 2017 (101 196 habitants en 2012 et 99 400 habitants en 2017)
- moins de familles, moins d'enfants et de jeunes majeur.es
- plus de personnes seules, de couples sans enfants, de 54 ans et plus …

Un niveau de vie plus élevé

- sur-représentation de jeunes adultes aux revenus privilégiés
- plus de diplômé.es, plus de cadres et de professions intellectuelles supérieures

Son habitat

- une majorité de studios ou 2 pièces
- un plus faible taux de suroccupation et une plus forte rotation des habitants
- plus forte proportion de résidences secondaires et de logements vacants *(en 2017, Paris était la 1ère ville* ***au monde*** *pour les locations en Airbnb)*
- Peu de logements sociaux et un moindre recours à l'offre sociale de tout type

Les quatre arrondissements présentent des caractéristiques similaires, à l'exception du 2ème où la part des 75 ans et plus est plus élevée et où la précarité est plus marquée.

Vous avez dit doléances ?

Rappel du contexte et mise en mouvement de l'action citoyenne

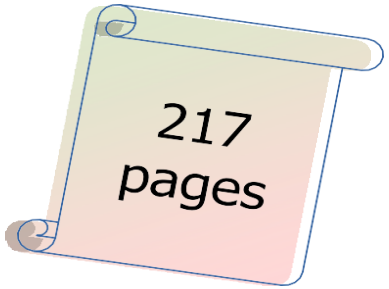
- **Novembre 2018 - Mouvement des Gilets jaunes :** naissance d'une opposition à la hausse des taxes sur les carburants
- Opération « Mairie ouverte » initiée par l'Association des Maires ruraux de France et ouverture des premiers « cahiers citoyens » appelés aussi « cahiers de doléances et de propositions »
- **15 janvier – 15 mars 2019** : Le Président Macron lance le Grand Débat National orienté sur 4 thèmes
- Près de 2 millions de contributions citoyennes sont déposées dans les 16.000 communes de France
- La promesse de restitution publique n'est pas tenue et les cahiers sont déposés aux archives départementales

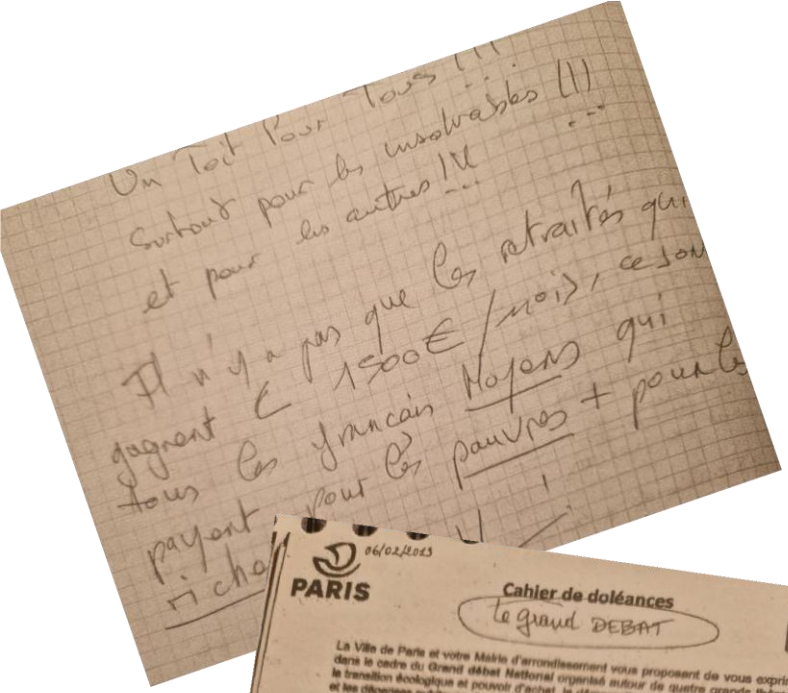
Constitution de collectifs de doléances sur l'ensemble du territoire : les citoyens en action

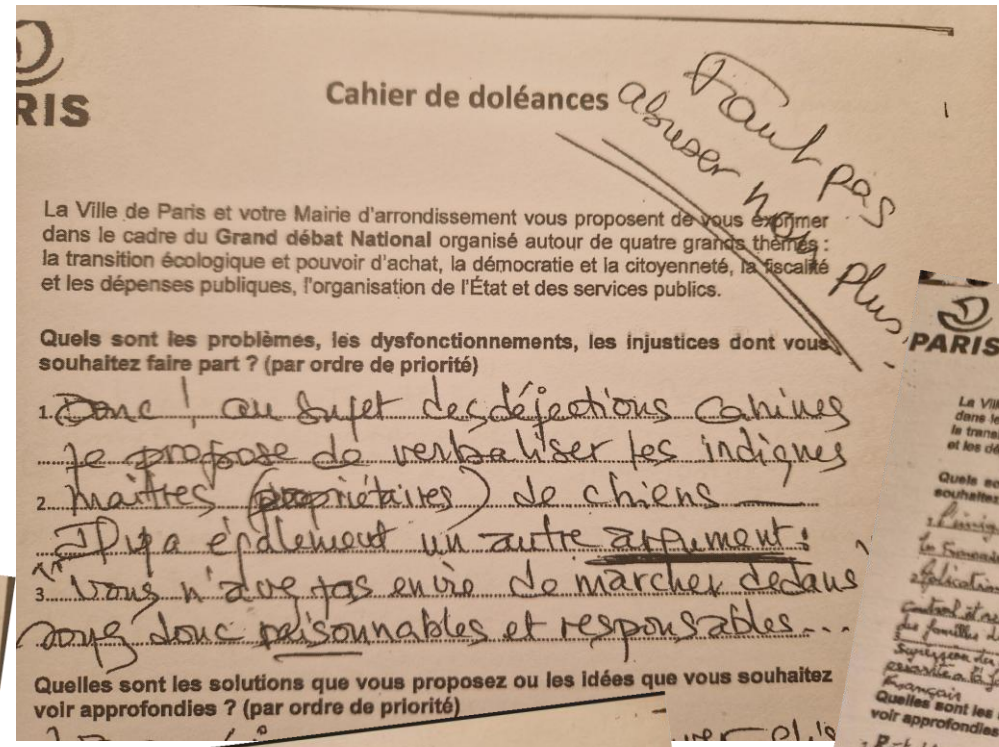
- **2023/2024 :** un documentaire « Les doléances » (H Desplanques) et la création de l'association « Les doléances » (F. Dalongeville)
- **11 mars 2025** : une résolution transpartisane est votée à l'Assemblée nationale pour demander leur restitution
- **29 avril 2025 :** Arrêté portant ouverture des archives produites ou reçues à l'occasion du Grand Débat
- **9 février 2026** : le Premier Ministre entérine le Campus Condorcet associé aux collectifs doléances pour publiciser le corpus

Les doléances de Paris Centre :

- 4 cahiers représentatifs des 4 arr.dts
- Bien que rédigés il y a 7 ans, les sujets restent d'actualité
- De nombreuses lettres manuscrites ou dactylographiées très argumentées …
- … adressées aux Maires d'arrondissements ou au Président de la République



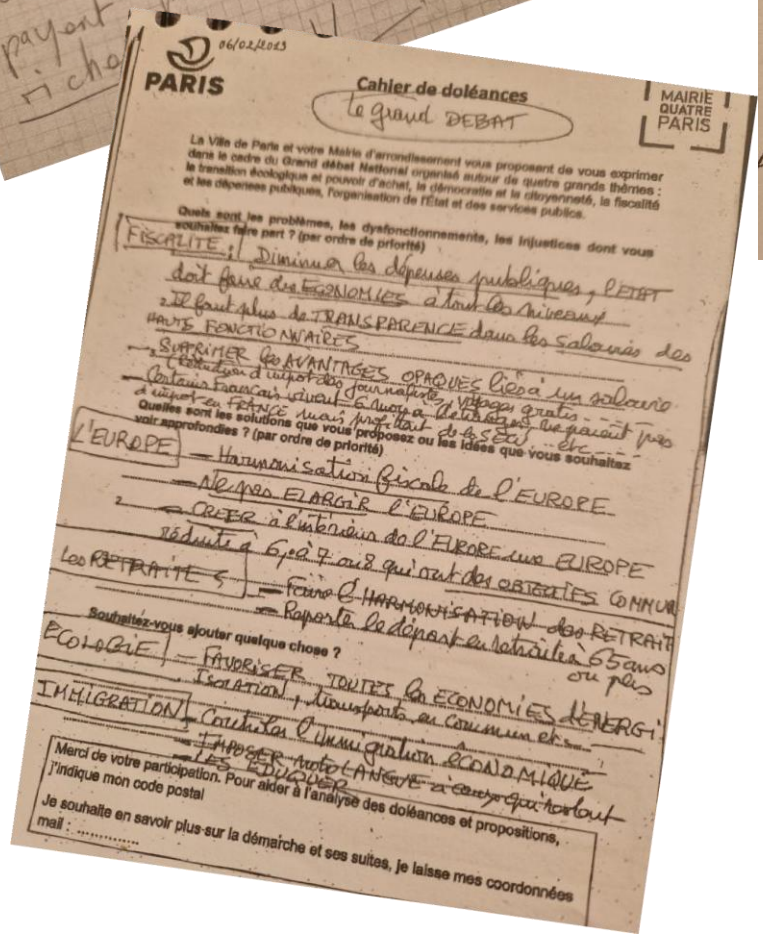

Un toit pour tous !!!
Surtout pour les insolvables !!!
et pour les autres !!!
Il n'y a pas que les retraités qui
gagnent € 1500€/mois, ce sont
tous les Français. Moyens qui
payent pour les pauvres + pour les
riches pour

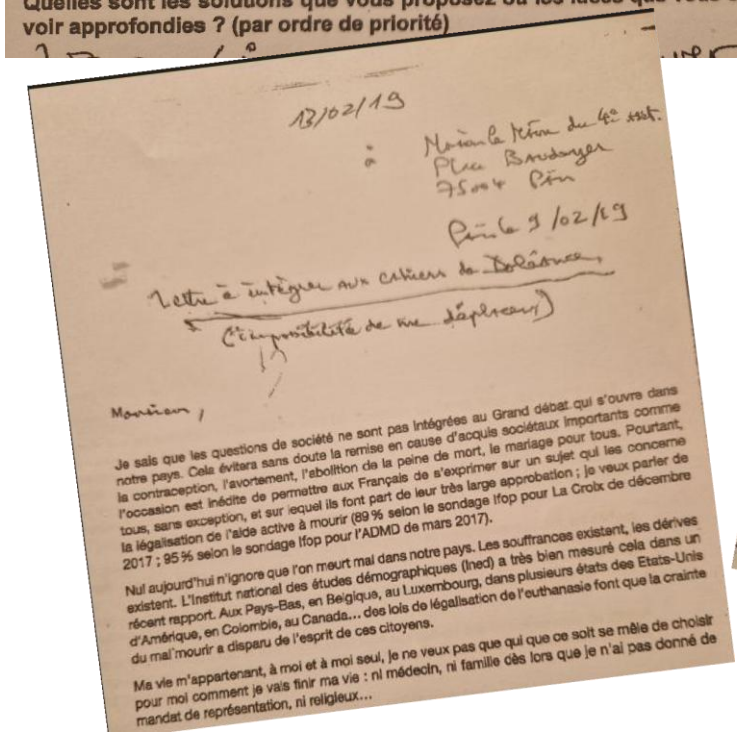

RIS
Cahier de doléances
Arrêter nos abus
La Ville de Paris et votre Mairie d'arrondissement vous proposent de vous exprimer dans le cadre du **Grand débat National** organisé autour de quatre grands thèmes : la transition écologique et pouvoir d'achat, la démocratie et la citoyenneté, la fiscalité et les dépenses publiques, l'organisation de l'État et des services publics.

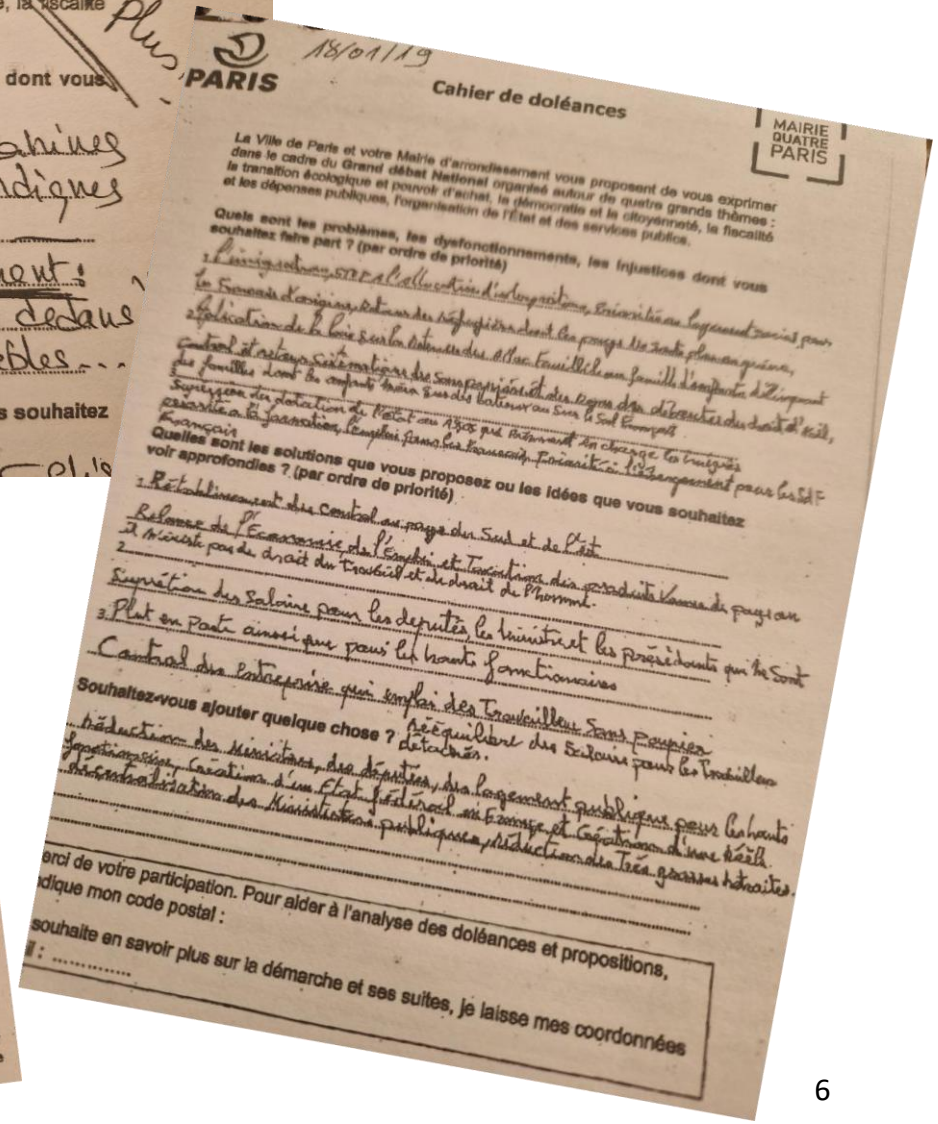
Quels sont les problèmes, les dysfonctionnements, les injustices dont vous souhaitez faire part ? (par ordre de priorité)

1. Donc ! au sujet des déjections canines je propose de verbaliser les indignes
2. maîtres (propriétaires) de chiens
Il y a également un autre argument !
3. vous n'avez pas envie de marcher dedans
Soyez donc raisonnables et responsables...

Quelles sont les solutions que vous proposez ou les idées que vous souhaitez voir approfondies ? (par ordre de priorité)


06/02/2019
PARIS
Cahier de doléances
le grand DEBAT
MAIRIE QUATRE PARIS
La Ville de Paris et votre Mairie d'arrondissement vous proposent de vous exprimer dans le cadre du Grand débat National organisé autour de quatre grands thèmes : la transition écologique et pouvoir d'achat, la démocratie et la citoyenneté, la fiscalité et les dépenses publiques, l'organisation de l'État et des services publics.
Quels sont les problèmes, les dysfonctionnements, les injustices dont vous souhaitez faire part ? (par ordre de priorité)
FISCALITÉ : Diminuer les dépenses publiques, l'ETAT doit faire des ÉCONOMIES à tous les niveaux
Il faut plus de TRANSPARENCE dans les salaires des HAUTS FONCTIONNAIRES
SUPPRIMER les AVANTAGES OPAQUES liés à un salaire (Cotisation d'adhésion à des journaux, voyages gratis, Certains français vivent à moins de 1000 € / mois et paient en FRANCE mais profitent de services qui coûtent plus d'1000 € etc
Quelles sont les solutions que vous proposez ou les idées que vous souhaitez voir approfondies ? (par ordre de priorité)
L'EUROPE — Harmonisation fiscale de l'EUROPE
— NE PAS ELARGIR l'EUROPE
— CREER à l'intérieur de l'EUROPE une EUROPE réduite à 6 ou 7 avec qui ont des objectifs COMMUN
Les RETRAITÉS — Faire l'HARMONISATION des RETRAITE
— Reporter le départ en retraite à 65 ans ou plus
Souhaitez-vous ajouter quelque chose ?
ÉCOLOGIE — FAVORISER TOUTES les ÉCONOMIES d'ÉNERGI
ISOLATION + transports en commun et...
IMMIGRATION — Contrôler l'immigration ÉCONOMIQUE
— IMPOSER notre LANGUE à ceux qui veulent
— LES ÉDUQUER
Merci de votre participation. Pour aider à l'analyse des doléances et propositions, j'indique mon code postal
Je souhaite en savoir plus sur la démarche et ses suites, je laisse mes coordonnées
mail : .....


13/02/19
Monsieur la Maire du 4e arrt.
Place Baudoyer
75004 Paris
Paris le 9/02/19
Lettre à intégrer aux cahiers de Doléances
(Incompatibilité de ma déposition)
Monsieur,
Je sais que les questions de société ne sont pas intégrées au Grand débat qui s'ouvre dans notre pays. Cela évitera sans doute la remise en cause d'acquis sociétaux importants comme la contraception, l'avortement, l'abolition de la peine de mort, le mariage pour tous. Pourtant, l'occasion est inédite de permettre aux Français de s'exprimer sur un sujet qui les concerne tous, sans exception, et sur lequel ils font part de leur très large approbation ; je veux parler de la légalisation de l'aide active à mourir (89 % selon le sondage Ifop pour La Croix de décembre 2017 ; 95 % selon le sondage Ifop pour l'ADMD de mars 2017).
Nul aujourd'hui n'ignore que l'on meurt mal dans notre pays. Les souffrances existent, les dérives existent. L'Institut national des études démographiques (Ined) a très bien mesuré cela dans un récent rapport. Aux Pays-Bas, en Belgique, au Luxembourg, dans plusieurs états des Etats-Unis d'Amérique, en Colombie, au Canada... des lois de légalisation de l'euthanasie font que la crainte du mal mourir a disparu de l'esprit de ces citoyens.
Ma vie m'appartenant, à moi et à moi seul, je ne veux pas que qui que ce soit se mêle de choisir pour moi comment je vais finir ma vie : ni médecin, ni famille dès lors que je n'ai pas donné de mandat de représentation, ni religieux...


18/01/19
PARIS
Cahier de doléances
MAIRIE QUATRE PARIS
La Ville de Paris et votre Mairie d'arrondissement vous proposent de vous exprimer dans le cadre du Grand débat National organisé autour de quatre grands thèmes : la transition écologique et pouvoir d'achat, la démocratie et la citoyenneté, la fiscalité et les dépenses publiques, l'organisation de l'État et des services publics.
Quels sont les problèmes, les dysfonctionnements, les injustices dont vous souhaitez faire part ? (par ordre de priorité)
1. Baisse des retraites, suppression de l'allocation d'aide au logement, suppression des emplois aidés, suppression de la taxe sur la distribution du Gaz, Famille nombreuse, Familles d'enfants d'Europe de l'Est, Familles dont les enfants naissent sur des bateaux au large des côtes françaises, Suppression des plateaux de l'Etat, ces gens participent à la croissance, Emplois fermés aux travailleurs étrangers, Fraude fiscale, Enlèvement pour la SNCF
Quelles sont les solutions que vous proposez ou les idées que vous souhaitez voir approfondies ? (par ordre de priorité)
1. Rétablissement du Contrôle au poste des Sud et de l'Est
Balance de l'Economie de l'Emploi et Taxation des produits Vaches de pays au Nord pas de droit du travail et de droit de l'homme.
2. Suppression des Salaires pour les députés, le Président et les Ministres qui le sont
3. Plat en Poste ainsi que pour les hauts fonctionnaires
Contrôle des Entreprises qui emploi des Travailleurs Sans Papiers
Souhaitez-vous ajouter quelque chose ? Rééquilibrer les Salaires pour les Travailleurs détachés.
Réduction des Ministères, des députés, du logement public pour les hauts fonctionnaires, taxation à un Etat fédéral en Europe et Création d'une réelle décentralisation des Ministères publiques, réduction des très grandes richesses
Merci de votre participation. Pour aider à l'analyse des doléances et propositions, j'indique mon code postal :
Je souhaite en savoir plus sur la démarche et ses suites, je laisse mes coordonnées mail : .....

Que disent les doléances ?

55 – 60 % Fiscalité - Dépenses publiques

40 – 50% Démocratie - Institutions

30 – 35 % Services publics

25 – 30% Pouvoir d'achat - Inégalités sociales

20 – 25% Transition écologique

20 – 25 % Immigration

Fiscalité

« La citoyenneté va de pair avec l'impôt »

Une fiscalité injuste à l'avantage des plus riches

- Une charge fiscale qui pèse fortement sur la classe moyenne
- Seuls 43 % des citoyen.nes paient l'impôt sur le revenu
- Une évasion fiscale qui freine la redistribution des richesses
- De grandes entreprises qui bénéficient d'avantages fiscaux sans contrepartie (CICE)

Pour une réforme intégrale de la fiscalité

- Un impôt plus progressif et équitable auquel participerait chaque citoyen.ne
- Rétablissement de l'ISF, mise à plat des niches fiscales, la fraude et l'évasion fiscale sanctionnées
- Taxation des sociétés étrangères sur leur CA en France (GAFAM..)

« Réintroduire l'ISF pour financer l'ensemble de nos services publics »

Dépenses publiques

« Réduire la dette publique, le train de vie de l'Etat »

Des dépenses publiques excessives

- Renforcer le contrôle et lutter contre le gaspillage de l'argent public
- Baisser le budget de l'Etat et rééquilibrer la dette publique
- Supprimer les avantages alloués aux élus et à leurs familles

Des taxes plus justes (TVA, CSG)

- Taxe d'habitation à supprimer et à réintroduire mieux répartie
- TVA et CSG à moduler selon les revenus, les catégories sociales et les politiques à mener
- Reprise de la taxe sur les transactions financières des actionnaires du CAC 40
- *« Pour toute nouvelle taxe en annuler 2 anciennes »*

« Harmoniser les actions des pays au sein de l'Europe au lieu de la concurrence fiscale pratiquée actuellement »

Démocratie

« Déni de démocratie, le peuple n'est plus représenté »

Crise de la représentation démocratique

- Une reproduction sociale des élites de la République
- Des avantages à vie de l'ensemble des élus, vécus comme une injustice sociale

Ce qui est attendu et ce qui est demandé

- Attendu : exemplarité, probité, respect de la charge / compétences et résultats
- Demandé : remise en cause d'un élu défaillant

Réforme du système électoral

- Reconnaissance du vote blanc :
  - Inscription obligatoire sur les listes électorales pour sécuriser la démocratie
  - Droit de vote obligatoire pour légitimer les dirigeants
- Introduction de la proportionnelle dans les élections parlementaires

« Limiter le nombre des élus selon la taille des collectivités »

Institutions

« Que l'Assemblée nationale et le Sénat soient plus représentatifs de la nation »

Défiance envers les institutions

- Rééquilibre des pouvoirs et respect de la séparation des pouvoirs
- Renforcement du pouvoir de la Cour des comptes sur les comptes publics
- Décentralisation accrue pour renforcer les pouvoirs des élus locaux

Forte demande de plus de démocratie

- Ouverture à la société civile, associations locales, conseils de quartiers
- **R**éférendum d'**I**nitiative **C**itoyenne (RIC) pour débattre de questions locales ou régionales
- Autre mode de désignation pour les hautes autorités de l'Etat dans des postes clefs (CSA, CSM, CESE)
  tirage au sort ?

« Référendums locaux sur des sujets qui n'intéressent qu'une région »

Services publics *(1/2)*

« Il faut accepter que les services publics ne soient pas rentables »

Un système de santé dans un état critique

- Hôpital en danger : services d'urgence surchargés
- Déserts médicaux / secteur de la psychiatrie sacrifié
- Budget de la sécurité sociale insuffisant
- Législation sur la fin de vie et les soins palliatifs fortement réclamée – contre le « mal mourir »

Consolider les missions de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

- Education à la citoyenneté et au vivre ensemble
- Lutte contre l'échec scolaire / Développement de nouvelles filières
- Pratiques plus fréquentes d'activités artistiques, sportives et culturelles
- Maintien de l'excellence des universités et de la recherche

« L'Université doit être l'enseignement supérieur »

Services publics *(2/2)*

« Un toit n'est pas réservé à ceux qui paient »

Manque de logements sociaux et défaillance de Pôle Emploi

- Un budget plus important pour des logements sociaux et très sociaux (PLAI)
- Augmenter les amendes pour les municipalités réticentes et réquisition de logements vacants
- Accompagnement inefficace de Pôle Emploi / Disparition des contrats aidés
- *« Supprimer le Pôle Emploi / Rassembler les services »*

Des transports publics et des services administratifs pour toutes et tous

- Adapter les transports pour handicapé.es et personnes à mobilité réduite à Paris
- Défendre les infrastructures publiques et ne pas les privatiser
- Rétablir un service ferroviaire transversal et développer des routes secondaires
- Former du personnel qualifié pour renseigner sur les démarches administratives

« Le service public est un bien commun »

Pouvoir d'achat

« 14% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté »

Un pouvoir d'achat dégradé par le travail mal rémunéré et le chômage mal géré

- L'inadéquation entre salaires et coût de la vie / écart des salaires trop important
- La loi travail El Khomri désavantage les salarié.es / les CDD amplifient la précarité
- Le chômage de longue durée est source de pauvreté pour les seniors
- Nombre de chômeurs ne réclament pas leur dû

Un coût du logement trop élevé

- Spéculation immobilière à Paris 3ème: augmentation considérable des loyers
- Développement des Airbnb qui diminue le nombre de logements disponibles
- *« La ville de Paris a les moyens d'être solidaire et de venir au secours de la misère »*

« Le fait que les personnes qui travaillent ne peuvent pas se loger »

Inégalités sociales

« Obligation d'un travail complémentaire pour payer ses charges et se nourrir »

Les populations les plus touchées par le creusement des inégalités

- Les Français moyens dont le pouvoir d'achat est amputé par une forte imposition
- Les mères célibataires, les veuves, les handicapé.es insuffisamment aidé.es
- Les retraité.es modestes dont la situation est de plus en plus précaire *« Pitié pour les retraités »*

Solutions proposées pour augmenter le pouvoir d'achat et aider les plus démunis

- Revaloriser les salaires, les retraites, les prestations sociales en fonction du coût de la vie
- Construire plus de logements sociaux, plafonner les loyers, légiférer le Airbnb
- Développer des épiceries solidaires et baisser le prix du gaz et de l'électricité
- Créer un référentiel des produits de première nécessité (réduire leurs taxations)

« Inscrire dans la constitution la lutte contre les inégalités »

Transition écologique - Pollution *(1/2)*

« Une cause prioritaire à inclure dans tous les postes du budget national »

Une lutte contre toute forme de pollution

- Gestion des déchets, alternatives au tout pétrole, performances énergétiques
- Préservation de la biodiversité , lutte contre le réchauffement climatique
- Aménagement de zones préservées, en friche, pour la diversité des espèces et le bien-être animal

Des changements d'attitude et de comportements

- Modifier ses manières d'agir pour faire avancer la transition, chacun.e à son niveau
- Privilégier les circuits courts et pratiquer la souveraineté alimentaire
- S'orienter vers des filières de consommation responsable

« Eduquer à l'écologie dans les écoles et les collèges »

Transition écologique - Pollution *(2/2)*

« Mettre en place un impôt de solidarité écologique sur la fortune »

Une volonté politique claire et ferme pour

- Développer une agroécologie facteur d'emplois et de mieux-être
- Ancrer les activités des entreprises dans un écosystème durable
- Revisiter le plan d'aménagement du territoire pour limiter le CO_2
- Investir dans la rénovation énergétique et les transports en commun

Des mesures sociales concrètes pour réduire les inégalités

- «La transition n'est pas sociale», elle demande un effort d'investissement
- Mesures sociales à instaurer envers les agriculteurs, les pêcheurs (revenu minimum)
- Taxation des pollueurs et incitation à des comportements vertueux
- Rendre visible les progrès accomplis

« Avantages fiscaux ou primes à la conversion de véhicules pour les ménages modestes »

Immigration *(1/2)*

« Oui à l'immigration choisie et non subie »

Immigration à Paris Centre : constats

- Part des immigrés : 18 %, inférieure à la moyenne parisienne (21 %)
- Part des étrangers : 13–15 %
- Stabilité de la population immigrée depuis plus de 10 ans

Ce que disent les doléances : perceptions

- Immigration perçue comme **trop importante**
- Demandes fréquentes de **réduction ou d'arrêt**
- **Association récurrente** avec :
  - insécurité
  - pression sur les aides sociales
  - Sentiment de perte d'identité

« Contrôler l'immigration économique »

Immigration *(2/2)*

« Quotas à faire respecter au niveau européen »

Perceptions vs réalités

- Immigration perçue comme **massive** → réalité **modérée**
- Perçue comme **récente** → réalité **stable**
- Perçue comme **extra-européenne** → immigration **majoritairement européenne**
- Immigration associée à l'insécurité → **aucun lien statistique local**

Enseignements clés

- L'immigration est un sujet **fortement polarisant** dans les doléances
- Les données montrent une situation **objectivement maîtrisée**
- Les inquiétudes exprimées relèvent en grande partie :
  des **représentations sociales**
  de la **visibilité dans l'espace public**
  de préoccupations sociales plus larges

« Pour garantir l'intégration culturelle, il est nécessaire de garantir un accueil digne des migrants. »

Retour à l'humain et aux valeurs sociétales

« Que soit ajouté à Liberté - Egalité - Fraternité, la mention de Solidarité »

- Renforcer le lien social : *« le lien social a perdu le sens de la solidarité »*
  « Les associations doivent être encouragées pour retisser du lien social »

- Respect envers autrui, respect des volontés individuelles
  « Permettre aux patients de choisir leur fin de vie sans ingérence extérieure »

- Respect envers les citoyens
  « Ecouter son peuple plutôt que de le mépriser »

- Valeur primordiale du vivre ensemble
  « N'oublions pas que la première barrière est culturelle : acceptons la diversité, elle est normale »